

Le Club de prospective
économique rennais

La vie des entreprises locales

Les faits marquants du premier semestre 2008

Le premier semestre 2008 est marqué, à l'échelle mondiale, par la flambée du prix du pétrole, qui impacte la totalité des filières d'activités. L'ambiance est ainsi à l'inquiétude (moral des ménages à son plus bas niveau depuis les années 1980 aux Etats-Unis et en France, chute des bourses en Europe, aux USA et au Japon), voire à l'austérité (réduction des emplois publics via la mise en œuvre de la réforme de l'État français, replis de certains secteurs d'activité comme l'immobilier).

Les entreprises du bassin rennais s'inscrivent dans cette conjoncture morose mais préparent le futur en se tournant vers les marchés du développement durable.

L'industrie automobile réorganise ses outils de production à Chartres-de-Bretagne afin de gagner en productivité. Le pôle de compétitivité automobile haut-de-gamme mise sur les services aux conducteurs (électronique embarquée, confort sensoriel) et la protection de l'environnement.

L'industrie agroalimentaire s'organise pour relever le défi des matières premières chères (process avec énergie renouvelable, R&D moléculaire). Le secteur de l'informatique et des communications attend de vastes marchés liés aux enjeux du développement durable (agriculture informatisée, distribution et gestion de l'énergie télésurveillée...).



Juillet 2008

Une nouvelle organisation industrielle pour PSA-Peugeot Citroën à Rennes

L'industrie automobile européenne fait face à un contexte peu favorable à son activité, à plusieurs titres. Tout d'abord, elle craint que le ralentissement américain, dû à la crise des crédits hypothécaires, ne se propage au Vieux Continent. Une baisse des ventes pourrait être provoquée par le resserrement des conditions d'octroi de crédit en Europe, indique l'Association des constructeurs automobiles européens (ACEA). La hausse du prix du pétrole pèse également sur ce secteur d'activité.

Réorganisation physique et managériale de PSA La Janais

50 millions € seront investis d'ici 2010 afin de réorganiser la production de l'usine PSA de Chartres-de-Bretagne. L'établissement qui compte actuellement 3 lignes de ferrages passera à 2 lignes dédiées. La première sera utilisée pour produire 55 véhicules de moyenne gamme par heure. La seconde sera consacrée aux petites cadences avec 15 silhouettes haut de gamme par heure. Par ailleurs, les surfaces industrielles et de stockage seront réduites de 40 %, pour atteindre 500 000 m² en 2010.

En outre, PSA La Janais adopte, en plus de sa réorganisation physique de production, de nouvelles méthodes de gestion des équipes, le "lean management", inspiré de Toyota. Il repose sur quatre fondements : l'amélioration continue, la chasse au gaspillage, le bon du premier coup et le management "visuel" (tableaux d'affichage des indicateurs).

L'établissement emploie 8 800 personnes en CDI. Il a enregistré 587 départs volontaires en 2007 et table sur 410 nouvelles démissions dont 280 ouvriers et 130 employés techniques en 2008. Ce "plan d'aide aux départs volontaires", imposé par la Direction générale, vise à réaliser 30 % d'économie sur les frais de structure et de gestion. Au total, le gain de productivité serait de l'ordre de 10 %.

En outre entre 800 et 1 000 intérimaires ont été mobilisés durant les premiers mois de 2008 pour assurer la mise en production de la C5. Cet effort ponctuel, assez fréquent en cas de lancement de modèle, permet d'alimenter les 120 pays commercialisant la C5, en véhicules d'exposition et d'essai notamment. Ensuite, la production reprendra son rythme de croisière.

Un marché mondial en recul

Le premier semestre 2008 est marqué par le repli des ventes du segment moyen haut-de-gamme. Le "bonus-malus CO₂" sur l'achat des véhicules renforce l'attrait des petites cylindrées. Les ventes des gammes économiques (107, C1, Toyota Aygo) et des citadines (207, Clio, C3) ont progressé respectivement de 53 % et 16 % en un an.

La flambée du pétrole accentue ce glissement vers des modèles de petite taille ou plus économiques. Le cabinet Arthur D. Little estime qu'il existe un risque de recul global des ventes de véhicules neufs haut-de-gamme de l'ordre de 30 % d'ici à 2012 si le prix du carburant poursuit sa hausse.

Toutefois, la voiture de fonction fait encore partie des premiers outils de motivation managériale, avec les assurances santé et les complémentaires retraite. Elle représente même le deuxième poste de dépenses après les salaires. C'est pourquoi PSA destine 60 % de ses C5 aux flottes d'entreprises, d'administrations et aux véhicules de collaborateurs.

Prospective 2012 Arthur D. Little

Dans un contexte où aucune rupture technologique fondamentale n'est attendue dans les années à venir, Arthur D. Little a mesuré les impacts combinés des nouvelles réglementations, de l'évolution du prix du pétrole et des attentes des consommateurs.

Cette étude s'appuie sur une analogie avec les effets du choc pétrolier de 1979 et propose 3 scénarii :

- "Statu quo" (marché automobile peu affecté par un baril à 130 dollars et des limitations d'émission de CO₂ peu contraignantes)
- "Remise en cause" : le baril à 150 dollars et des réglementations CO₂ rigoureuses modifient les ventes en faveur des modèles moins émetteurs et plus économiques (45% des ventes).
- "Révolution" : le prix du pétrole atteint les 180 dollars par baril, les taxes CO₂ et de nombreux péages urbains ont une très forte répercussion sur le coût d'usage qui augmenterait de 30 %. Les ventes de véhicules neufs chuteraient alors de 8 %, celles des véhicules haut de gamme pouvant perdre jusqu'à 30 %. Les comportements d'achat se modifieraient radicalement entraînant une redistribution irréversible en faveur des petits et moyens véhicules qui représenteraient alors plus de 60 % des ventes, dans un marché en forte contraction.

Des équipementiers en tension

Les équipementiers doivent faire face à un effet ciseau. Les baisses de prix exigées par les constructeurs de l'ordre de 2 à 3 %/an, sont difficilement réalisables alors que les prix de l'acier, du cuivre et du nickel ont bondi de 85, 250 et 400 %. Les gains de productivité sont donc effacés par la hausse des matières premières.

La Société des Polymères la Barre Thomas (SPBT) poursuit son plan de sauvegarde de l'emploi (309 postes supprimés). Une trentaine d'intérimaires ont toutefois été embauchés pour faire face un 2^{ème} trimestre toujours porteur d'affaires dans l'automobile, renforcé par le lancement de la C5. En mars dernier l'actionnaire Silver Point a mis fin à la mission de Gérard Creuzet (consultant chez Alix Partners) et a choisi Philippe Miret (ayant un parcours professionnel chez Michelin, Elf et Sanofi notamment) comme nouveau dirigeant. Celui-ci tente de développer les référencements chez les constructeurs allemands, avec succès puisque la Polo comportera des pièces d'étanchéité rennaises.

Cinq grands objectifs sont inscrits au calendrier 2008 de la SPBT : un chiffre d'affaires de 190 millions €, un excédent d'exploitation de 8,5 %, un carnet de commandes sur les marchés indien, turc, chinois, une réduction des coûts d'achat de 5 % et la poursuite de la rationalisation industrielle de chaque site. Un investissement de 10 millions € est annoncé afin de moderniser les équipements.

IT Groupe Automotive Systems fermera mi 2008. Cet équipementier automobile spécialisé dans les canalisations de freinage est implanté à Crevin. Les 18 employés, du site travaillant notamment pour PSA La Janais font les frais d'une restructuration de ITGAS monde (21 000 salariés, 130 sites). Des 3 sites français, seuls Sochaux et Tours (siège social français) seront maintenus.

Faute d'avoir décroché un marché avec Toyota, le site **Faurecia** de Saint-Nicolas-de-Redon (Loire-Atlantique) fermera à l'horizon 2011. Spécialisé dans les sièges et les glissières, l'équipementier automobile emploie 290 personnes en contrat à durée indéterminée et 126 intérimaires. L'établissement a des contrats avec Renault et Citroën jusqu'à fin 2009 et un engagement avec Toyota jusqu'en 2011. Un nouveau marché aurait rempli les carnets de commande jusqu'en 2015 mais Toyota a confié cette production à sa filiale Boshoku, qui a

racheté récemment l'entreprise Sieto-Faurecia de Somain (située à quelques kilomètres de Toyota-Valenciennes dans le Nord).

Sanden Manufacturing Europe poursuit ses investissements à Tinténiac. Le groupe a sollicité les collectivités pour se faire accompagner sur ce projet de 20 millions €. 30 ingénieurs vont être recrutés sur 3 ans pour compléter l'équipe actuelle composée de 40 ingénieurs. L'établissement a par ailleurs reçu un prix de l'excellence Total Production Maintenance, décerné par un institut japonais qui récompense l'amélioration de productivité, (coûts, délais et motivation).

Recentrage du pôle automobile haut de gamme

Le haut de gamme nécessite de gros investissements qui conduisent les constructeurs présents sur ce marché à mutualiser certains de leurs efforts. Selon le Wall Street Journal, BMW et Mercedes-Benz examinent actuellement des possibilités de conception, de fabrication et d'achats conjoints de composants. Les pôles de compétitivité français constituent une autre forme de coopération et d'innovation dans la filière.

Le pôle "automobile haut de gamme" installé à Rennes et Nantes noue des synergies entre les équipementiers locaux, les organismes de R&D et PSA. Début 2008, il a recentré sa stratégie autour de trois domaines d'activité stratégiques : les systèmes embarqués, l'approche sensorielle et l'excellence industrielle et le développement durable (innovation des process, préservation de l'environnement). Cette approche est concomitante de l'évaluation nationale des pôles menée par Boston Consulting Group. Celle-ci demande que le pôle Automobile Haut de gamme travaille à l'amélioration de son action (à l'instar de 18 autres pôles français).

Dans le domaine du logiciel embarqué, Rennes compte notamment deux "pépites" : **Kereval** (26 salariés) et **GeenSys** (ex TNI System). Elles travaillent sur le standard AUTOSAR qui permet de distinguer les logiciels applicatifs du calculateur du véhicule (régulant la sécurité, le confort...). Cette mini-révolution annonce l'essor des logiciels d'information et de divertissement embarqués. Frost & Sullivan évalue le marché du logiciel pour l'automobile à 29 milliards € en 2010 en Europe, soit le double du business actuel.

Le monde de l'agroalimentaire mise sur la recherche et les énergies renouvelables

Pour la Food and Agriculture Organization des Nations Unies (FAO), les prix agricoles, qui ont atteint des sommets historiques en 2008, devraient se détendre mais resteraient en moyenne plus élevés que lors de la décennie passée. La flambée du pétrole, la croissance démographique, la modification des pratiques alimentaires et les agrocarburants sont les principaux facteurs de la hausse des prix. D'après le rapport "Perspectives agricoles pour 2007-2017", ceux-ci devraient en outre être instables pour plusieurs raisons : les conditions météorologiques pourraient devenir plus variables du fait du changement climatique et la présence accrue de fonds spéculatifs sur les marchés agricoles serait préoccupante.

Entre hausse des cours des produits alimentaires et pression médiatique autour du pouvoir d'achat, les industries agroalimentaires sont inquiètes. Localement, certaines s'orientent vers des installations durables, afin de réduire leurs coûts et leur impact environnemental ; elles s'appuient également sur des équipementiers innovants dans les domaines du machinisme agricole, des intrants et de la microbiologie. Les industries agroalimentaires se positionnent également sur des niches comme le lien entre l'alimentation et la médecine. La filière laitière fait face aux fortes variations des cours du lait.

Des sites industriels tournés vers les énergies renouvelables



Triballat (Noyal-sur-Vilaine) investit un million d'euros dans des installations d'énergie renouvelable et 80 véhicules de livraison au diester.

Une éolienne, complétée par 21 m² de panneaux solaires photovoltaïques, alimentera l'usine de Châteaubourg. L'établissement va aussi récupérer du gaz issu de la méthanisation des jus de soja d'ici 2010. Le groupe qui pèse 60 % du marché laitier ultrafrais biologique a récemment mené une campagne de publicité TV sur sa marque VRAI.

Céréco (Domagné, céréales biologiques commercialisées en grandes surfaces) double sa capacité de production grâce à 3 millions €

d'investissements. Son extension comprend l'utilisation de 1 360 m² de panneaux photovoltaïques et des matériaux d'origine végétale (bois, chanvre, toiture végétalisée).

Un cadre de l'industrie alimentaire a lancé un réseau de franchises afin de permettre aux agriculteurs de transformer eux-mêmes leur production. Soutenu par Rennes Atalante et le lycée de la Lande du Breil, les yaourts "**Invitation à la ferme**" sont référencés dans les magasins Leclerc et Super U locaux. Son concept repose sur des produits sans conservateurs ni colorants, sans OGM et surtout de proximité. Cet entrepreneur anticipe l'impact de l'étiquetage du CO₂ pour l'alimentaire.

Des entreprises positionnées sur la niche "nutrition - santé"

Bridor (Servon-sur-Vilaine) a créé une baguette de farine blanche riche en fibres, précuite surgelée, commercialisée chez Monoprix. Ce produit conforme au Plan national santé a nécessité 18 mois de R&D et le soutien de Valorial, l'INRA, le Cémagref et le Cabinet LR Béva Nutrition. **Sojasun Technologies** (Châteaubourg) effectue des recherches sur le brocoli pour ses propriétés de santé. Nutrinov, Bretagne biotechnologie végétale et le CRITT accompagnent l'entreprise qui a reçu le soutien de la Région et de l'État.

Le groupe **Lactalis** a installé une division nutrition santé à Torcé. Tournée vers l'alimentation des malades et des enfants, elle compte 80 salariés essentiellement commerciaux, la R&D étant pilotée à Retiers. **Nutrialys** (Saint-Grégoire) poursuit son développement, en collaboration avec un professeur de médecine de Rennes 1. Elle conçoit des aliments vendus sous prescription médicale aux malades du cancer. Protégés par 5 brevets, ses produits sont fabriqués par la coopérative laitière **Coralis** (Cesson-Sévigné).

Des investissements dans le lait

La filière du lait bénéficie d'une revalorisation du prix à la production. Entre 2003 et 2006, le prix du lait français avait baissé de 10 %. Les agriculteurs ont été nombreux à arrêter cette production. En 2007, la France se rangeait

parmi les pays structurellement en sous-réalisation de quota. Mais la sécheresse en Nouvelle Zélande et en Australie, deux grands pays exportateurs, et l'émergence d'une forte demande en Asie ont conduit à un redressement des cours. Les prix payés à la production ont fortement augmenté courant 2008 (360 € les 1 000 litres, soit 104 € de plus) et le lait est redevenu attractif.

Ce contexte a incité les éleveurs à produire soudainement davantage. Ils ont enrichi l'alimentation des vaches pour accroître la lactation et conservé des animaux qu'ils auraient vendu à l'abattoir en d'autres circonstances ; cela s'est traduit par un afflux de 15 % de lait sur le marché, bienvenu pour les fabrications bien valorisées comme le fromage et le yaourt, mais moins attendu pour la poudre et le beurre. Dans cette conjoncture positive, les établissements locaux investissent pour moderniser leurs installations.

Lactalis (Vitré) s'est dotée d'une nouvelle ligne de conditionnement pour 15 millions €. Elle lui permettra d'accroître de 30 % sa capacité de production (430 millions d'unités de lait sous la marque Lactel, Eveil, Bridélice, Président en bouteilles et packs). Ce site devient ainsi la plus grosse usine laitière de France. 15 % de ses produits sont exportés vers l'Europe, l'Asie et l'Afrique. 1 000 producteurs alimentent cette unité et 340 salariés (+ 30 embauches supplémentaires) sont employés directement par l'établissement. Les installations de distribution de Lactalis L'Hermitage seront également modernisées courant 2008 pour 3 millions €.

La laiterie de Saint-Malo, fondée en 1948 suite à l'obligation pour les éleveurs de pasteuriser leur production, atteint pour ses 60 ans, 81 millions € de chiffre d'affaires. Installée sur 25 000 m² et 7 ha, cet établissement est dédié pour 70 % à la production de poudre de lait et à 30 % aux produits frais. La poudre est destinée aux chocolatiers industriels, les produits frais sont commercialisés en grande distribution en France (yaourts, fromages frais, crèmes, lait ribot). La laiterie collecte 160 millions de litres de lait dans un rayon de 45 km, elle emploie 125 personnes.

Entremont Alliance a achevé un programme de 90 millions € d'investissements en Bretagne. L'usine de Montauban-de-Bretagne a bénéficié d'une partie de cette enveloppe pour la reconfiguration de ses installations.

Des technologies innovantes au service du monde agricole

Sulky Burel a reçu une médaille d'or au Salon international du machinisme agricole pour son système développement durable. Cette entreprise créée en 1936 et qui emploie 195 personnes (dont 172 à Châteaubourg) possède son propre bureau d'études de 20 personnes. L'export est source de 32 % de son CA, le groupe familial s'est d'ailleurs allié à un constructeur canadien. **AMC concept**, bureau d'études en mécatronique (Châteaubourg, 10 salariés), a diversifié ses marchés en proposant au machinisme agricole un service de dépannage en 24 heures.

Goëmar (Saint-Malo) effectue des recherches sur la vaccination des plantes à partir d'extraits d'algues. Installée sur 5 000 m², cette société de 140 personnes, qui a déjà créé un vaccin contre les maladies du blé, consacre 15 % de son CA à la R&D. Le projet "Innoalgues" (2 millions € dont 60% apporté par Goëmar)



est réalisé en partenariat avec l'Institut des matériaux avancés (Ploërmel), Bretagne biotechnologie végétale, les universités d'Angers et de Dijon et des entreprises dans le cadre du pôle Mer Bretagne. **Rouiller** porte le projet Azostimer sur la

conception de capteurs de la fluorescence naturelle des plantes qui permettront à l'agriculteur d'évaluer la juste dose d'engrais. Ce projet associe l'école de Chimie de Rennes, un laboratoire INRA de Caen et des entreprises.

Genesystem (Bruz) a mis sur le marché un système de détection de bactéries pathogènes plus rapide que l'existant (20 heures contre 10 jours auparavant). **AES Chemuex** (Combours) s'étend sur 5 000 m² et embauche 80 collaborateurs. Ce spécialiste en microbiologie intervient dans l'agroalimentaire (listéria), l'industrie pharmaceutique (stérilité) et les cosmétiques (innocuité bactérienne).

Eichrom a remporté un contrat lié au projet ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor) de Cadarache (Bouches du Rhône). Le CEA a choisi la société bruvoise pour réaliser une analyse initiale de l'environnement du site (eau, flore, air). Celle-ci servira à mener les études d'impact liées à la mise en service d'ITER. Les laboratoires Eichrom emploient 13 personnes et réalisent 700 000 € de CA.

Un secteur de l'informatique, de l'image numérique et des réseaux en situation contrastée

L'Internet des objets au service du développement durable

Les sociétés technologiques rennaises sont précurseurs sur les marchés des capteurs nomades qui joueront un rôle fondateur dans l'application du développement durable. L'internet des objets ou "machines to machines" permettra de surveiller la qualité des eaux de baignade, d'optimiser les entrants agricoles ou de relever automatiquement des réseaux d'eau et d'électricité.

Ipsis (Cesson-Sévigné) a enregistré une croissance de 30 % en 2007 en chiffres d'affaires et en effectif. Cette filiale du groupe IT Link, spécialiste des technologies embarquées, a ouvert des agences à Lannion et Lyon. Elle travaille pour la Défense, l'énergie, les transports... **Kerlink** a mis sur le marché une solution GPS destinée au fret SNCF. Son chiffre d'affaires devrait s'établir à 2,2 millions € et la société souhaite recruter 10 personnes (effectif actuel de 20 salariés, siège à Rennes).

Joël Renault a organisé sa succession en créant un directoire et un conseil de surveillance dans son groupe. Avec 600 personnes, dont 400 à Bonnemain et un CA de 60 millions €, **Delta Dore** (domotique) consolide sa position en réinvestissant chaque année 10 % dans la R&D.

Atlantic RF (Etelles, 25 salariés, 8 millions € de CA) sophistique ses installations pour 3 millions € et recrute 10 personnes. Elle est positionnée sur trois marchés qui ont de bonnes perspectives (les compteurs intelligents, les balises de détresse et la RFID).

Le groupe SAFRAN se sépare de ses activités liées au téléphone portable. Les sites de production et de R&D seront donc vendus. Toutefois le site **Sagem Mobiles** (Fougères - 840 salariés) est invendable car il n'existe plus d'usines de fabrication de téléphones mobiles dans l'hexagone. Il va donc être reconverti dans la fabrication de vêtements militaires intelligents (avec capteurs).

Des compteurs de fluide intelligents



La libéralisation de l'énergie en Europe ainsi que les préoccupations environnementales plaident pour l'installation de compteurs électriques intelligents. Ceux-ci permettent le relevage à distance et de façon instantanée de la consommation par le fournisseur et par le client. L'autoproduction des particuliers (photovoltaïque, éolienne) et les pics de consommation seront mieux gérés.

Le remplacement des 35 millions de compteurs français devrait s'échelonner d'ici 2017, pour 5 milliards €. Cet investissement permettra au producteur et distributeur d'énergie d'économiser sur les interventions à domicile, de suivre le niveau de tension, de détecter des anomalies et d'éviter de construire des capacités utilisées uniquement en pointe. Les firmes précurseurs italiennes et américaines annoncent des économies d'énergie de 10 % en moyenne et des coûts réduits de moitié en ce qui concerne le service à domicile.

Nuages sur les sites historiques d'Atalante

L'année 2008 débute en demi-teinte concernant les grands établissements historiques de Rennes Atalante.

Mitsubishi Electric ITE R&D (30 personnes, Rennes) va poursuivre son activité même si le groupe mondial abandonne la fabrication de téléphones mobiles. Le centre rennais s'était déjà déployé sur la téléphonie fixe et les infrastructures. Il s'engage dans des recherches liées aux énergies renouvelables (photovoltaïque) sous la direction d'Isabelle Moreau. Celle-ci succède à Jean-Pierre Coudreuse qui prend sa retraite.

Motorola licencie 9 personnes à Rennes (sur 150 employés) dans le cadre de son plan mondial de restructuration. Le géant américain perd pied dans le marché des téléphones

mobiles (9 % des ventes en 2008 contre un quart en 2006). Afin de rassurer les marchés boursiers, il a éclaté ses activités en deux entités indépendantes, les terminaux mobiles et les infrastructures Télécom et supprime 2 600 emplois dans le monde.

Thomson Grass Valley France (500 salariés Cesson-Sévigné) a connu un mouvement de grève au sujet de la renégociation des RTT suite à la fusion Thalès Broadcast et Thomson multimedia. **Thomson R&D** a également connu des débrayages en raison de revalorisations salariales annuelles reportées et de la vente de l'activité silicium du groupe (40 personnes à Rennes).

Un plan de réduction d'emploi a été annoncé par **France Télécom R&D** ou **Orange Labs**. Rennes perdrait 70 postes d'ingénieurs sur 550 personnes, Lannion 80 sur 1 200. Cette opération s'inscrit dans un plan de restructuration de la R&D du groupe (1,7 % du CA). S'inspirant de Renault, Didier Lombard a créé un techocentre à Châtillon (92) réunissant 700 collaborateurs : chercheurs, développeurs, marketeurs... qui créent des produits innovants. L'innovation étant entendue comme un produit qui génère de la valeur et non un produit technologique exclusivement.

Technocentre Orange



Source : le journal du net

Pour favoriser la créativité, des tableaux en ardoise tapissent les murs du technocentre, avec pour slogans "Share your ideas" ou "Create".

La **Direction régionale de Orange France Télécom** a rejoint de nouveaux locaux dans la ZA Saint-Sulpice, bureaux originellement destinés à Alcatel Lucent. Le nouvel ensemble "Orange Pack" de 8 000 m² devrait accueillir 3 000 personnes. L'ancien siège de FranceTélécom, construit en 1971 sur 9 000 m² à Rennes la Mabilais appartient à un consortium d'assureurs de Bordeaux.

Orange Business Service compte 1 500 personnes à Cesson Sévigné. Un quart de ces effectifs serait du personnel sous-traité à des SSII (un ingénieur sur quatre), fragilisées par la réduction de la sous-traitance du groupe.

Les télécommunications représentent 220 milliards \$ en équipements et 1 000 milliards \$ en services.



Dans le monde, on compte 1,2 milliards de lignes fixes et 3,2 milliards de mobiles. Chaque mois, l'Inde et la Chine comptent 6 millions d'utilisateurs supplémentaires contre 4 millions par an, pour l'Union Européenne.

Chiffres-clés IDATE

Attente du déploiement de la TV numérique mobile et fixe

La TV numérique ouvre un vaste marché aux entreprises technologiques de l'Image et des Réseaux. Toutefois, son déploiement laisse peser deux interrogations. Tout d'abord, le réseau dédié de la TV sur mobile devrait coûter 8 millions d'euros par chaîne et par an pour couvrir 50 % de la population. Selon certains acteurs (NRJ, Bolloré, des fabricants de mobiles), le réseau pourra être financé entièrement par la publicité. Mais la majorité des opérateurs estime qu'il faudra faire participer le spectateur. Les Français seront-ils prêts à payer ? La dépense moyenne en services de télécommunications par ménage est déjà de 93 € par mois en 2007, soit le double de 1998.

En outre, la télévision sur mobile est un marché disputé. Les opérateurs veulent commercialiser ce nouveau service générateur de revenu. Or les fréquences doivent être attribuées aux chaînes de télévision. Ainsi, si les technologies semblent opérationnelles, la mise en place à grande échelle tarde.

Enensys technologies (équipements de transmission de télévision numérique, Rennes) prévoit une forte croissance de ses activités en 2009 grâce à la TV mobile personnelle. Elle embauche une dizaine de personnes supplémentaires et a déposé 5 brevets en 12 mois. Elle est le chef de file du projet QoS Mobile des pôles Images & Réseaux et Cap Digital. En coopération avec l'IRISA, Alcatel-Lucent, Siradel, elle améliore la qualité de la TV mobile personnelle.

Teamcast perçoit de bonnes retombées de son implantation aux USA. Son chiffre d'affaires y est passé de 300 000 \$ à 1 million \$ en

une année, grâce à la création d'une filiale à Chicago. L'équipe rennais, constituée de 45 personnes, développe des modes d'émission réception de la TV numérique pour un CA de 9 millions €. **Neli technologies** conçoit des boîtiers permettant de se connecter à la TNT à partir d'une prise électrique. Soutenu par Oséo, Bretagne Jeune entreprise et Télécom Bretagne, le créateur compte commercialiser 30 000 unités en 2009.

Iwedia (80 personnes à St-Grégoire et Issy-les-Moulineaux) crée une division de conseil et ingénierie dédiée aux technologies de TV et vidéo numériques. Le groupe s'appuie sur un réseau solide de clients comme Thomson, Philips, Sagem, Canal +, Numéricable...

Recrutements dans les SSII

Syntec prévoit quatre moteurs de croissance pour les sociétés de services informatiques : l'adaptation aux évolutions réglementaires (normes bancaires, dérégulation de l'énergie, traçabilité de l'alimentaire), les services à distance (paiement avec un mobile, santé à distance, télépéages), la rationalisation de certaines filières (fusion UNEDIC-ANPE, rapprochement de mutuelles, fusions de banques) et l'externalisation de la dépense informatique. Les perspectives économiques de ce secteur sont donc bien orientées.

Le marché des services en informatique semble également dynamique en Bretagne. Les SSII étoffent leurs établissements nantais et rennais, têtes de ponts de leur développement à l'Ouest.

Logica/Unilog ouvre deux centres de gestion informatique pour ses clients de l'ouest français. Ce service, constitué de 160 personnes en début 2008 et qui atteindra 260 d'ici décembre 2008, est installé sur la métropole bipolaire Rennes-Nantes (50 à Rennes – 110 à Nantes). **Degetel et GFI Informatique** recrutent respectivement 125 et 250 collaborateurs pour leurs agences de Rennes et Nantes.

Le groupe **Sogeti** (4 000 collaborateurs) embauche 92 ingénieurs pour ses implantations de Nantes, Rennes, Niort et Brest. **Capgemini Ouest** recherche 450 personnes (Nantes, Rennes, Bordeaux, Tours,

Orléans, Brest, Rouen, Caen), **Alten Ouest** recrute 300 ingénieurs (Rennes, Nantes, Caen et Brest) et **Niji** embauche 100 cadres et ingénieurs à Lille, Paris et Rennes, son siège social.

Odaxys Consulting qui emploie 20 personnes dont 5 à Rennes et le reste à Nantes est acheté par ses créateurs (après un passage dans le groupe Infotel). **Siradel** est à nouveau indépendante. Elle a quitté le groupe nantais Legendre et appartient désormais à Laurent Bouillot, son fondateur historique qui avait été contraint de s'appuyer sur un groupe lors de l'éclatement de la bulle Internet.

Néosoft (siège social à Rennes, 350 collaborateurs, 19 millions € de CA) s'implante à Londres afin de démarcher les banques de la City. **Sodifrance** (siège social à Saint-Grégoire) atteint 53 millions € de CA en 2007 (+20 %). Ses effectifs augmenteront de 20 % cette année (830 collaborateurs et 150 recrutements d'ingénieurs).

Syquio, créée en 2006 en région parisienne, a rejoint Nouvoitou, suite aux conseils d'IDEA35. Les cinq salariés actuels seront rejoints par deux ingénieurs en cours de recrutement.

Fusion s'est installée à Noyal-sur-Vilaine afin de gagner des marchés dans l'Ouest. Accompagnée par IDEA35, elle conserve son siège et l'essentiel de son effectif (50 personnes) à Metz.

Amossys créée en 2007 à Paris, a transféré ses activités à Saint-Grégoire. Composée de 8 personnes, elle coopère avec Supelec, INT et le CNRS sur des aspects de sécurité de systèmes d'information. Elle travaille avec Thalès, EADS, la DCNS, les ministères... La société **Si** a fait le chemin inverse. Créée à Rennes (15 personnes), elle a ouvert une agence à Paris (12 personnes) spécialisée sur des aspects de sécurité des systèmes. Elle a pour clients le Ministère des finances, Métro-France, la Maïf... Sur le même segment, **Anesys** (Ker Lann) recrute 20 personnes pour son établissement breton au service de la Défense et des télécoms essentiellement.

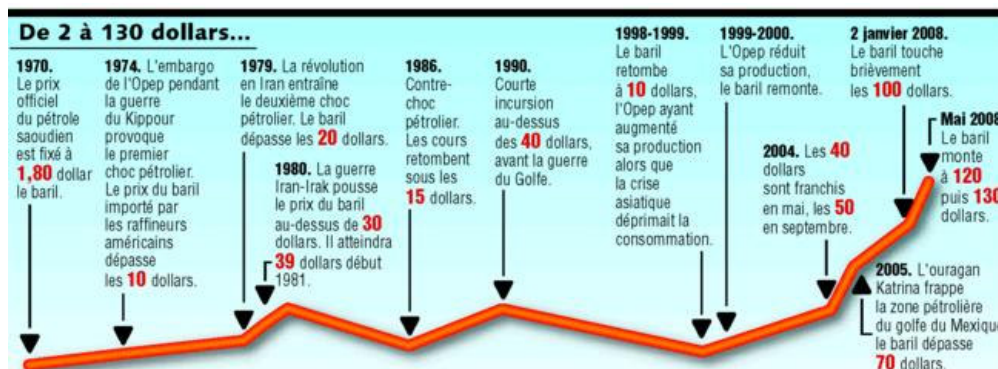
QSMS (progiciels de gestion, Rennes) a décroché un contrat pour le groupe Glon. Avec 50 personnes et un CA de 2,2 millions €, elle se développe notamment avec la clientèle de l'agroalimentaire (Cargill – Buffalo Grill).

Le transport-logistique déstabilisé par la hausse du prix du baril

Les syndicats professionnels annoncent une année très difficile pour les transporteurs, frappés de plein fouet par la hausse du prix du gazole et déjà touchés par le renchérissement des péages d'autoroute. Après avoir rétabli ses marges, le transport logistique est à nouveau un secteur où les défaillances d'entreprises augmentent.

Désormais le poste carburant représente 28 % des coûts d'exploitation d'un véhicule de transport routier. Mais les transporteurs

peinent à récupérer cette hausse sur leurs chargeurs. C'est pourquoi les fédérations cherchent à obtenir des mesures d'urgence. Remboursement plus rapide de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, réduction des péages et exonération de taxe professionnelle pour les véhicules peu polluants, recours à des véhicules de 44 tonnes, suppression de la taxe à l'essieu... sont au programme des négociations.



Source : Les Echos – Idé

Les cours de l'or noir s'affolent depuis le début de l'année. Le prix a largement dépassé son sommet de 1980 (101,70 \$ constant). D'après la banque Goldman Sachs les cours pourraient atteindre 200 \$ dès 2009. Ces analyses incitent à engager au plus vite la transition énergétique.

Des plate-formes logistiques locales dédiées

Le début d'année 2008 s'inscrit dans la tendance observée depuis deux à trois ans, d'émergence de projets de plates-formes dispersées sur le territoire, dédiées à un client précis.

Super Sport (Chantepie) a acquis 8,2 ha à Châteaubourg pour installer son centre logistique. Cette plate-forme emploiera 70 personnes en 2009, à son ouverture. **Guisnel** (Dol-de-Bretagne) a investi 5 millions € dans 11 000 m² (17 quais de chargement, 75 000 m² de stockages). Conforama et Atlas sont ses plus gros clients. 18 000 m² ont également été achetés pour

une construction d'ici 2 ans (pour IKEA selon des indiscretions).

Salesky a choisi Saint-Méen-le-Grand pour installer une plate-forme de 1 000 m² sous température dirigée, une station de lavage et de carburant, des bureaux et des locaux de repos. Attiré par la position de carrefour des 2x2 voies bretonnes et par la proximité avec son principal client Kermené, le PDG annonce la création de 50 emplois.

Mesguen construit un nouvel ensemble logistique de 1 400 m² dédié aux produits sous température dirigée à Pleumeleuc. **Perrenot Transports** rejoint le parc du Chêne à Gaël où se trouve déjà Easydis-Casino. Cette entreprise travaille d'ailleurs déjà pour le groupe Casino.

Les **Transports Burlot** reprennent à Loudéac 7 000 m² de terrain et 800 m² de surface, qu'ils aménageront en un nouveau centre

logistique. Cette installation complète leur siège de Trivé (22).

La plate-forme logistique de Châteaubourg fait débat dans la presse. Elle se compose de 262 ha dédiés à la logistique et 11 ha réservés à la réalisation d'un terminal ferroviaire. Le projet est évalué à 90 millions €.

STG (Noyal-sur-Vilaine, 240 millions € de CA, 2 700 salariés) poursuit son maillage territorial avec la reprise d'une entreprise auvergnate. Le groupe complète ses installations bretonnes par une extension de ses locaux logistiques sur 4 000 m². Les salariés de **Vos Logistics** à Etelles, ont débrayé en mai, réclamant une augmentation de salaire de +2,4 %, convenue par Transport logistique de France (TLF) mais non reconnue par la Fédération nationale des transports routiers (FNTR). Certains chauffeurs sans augmentation risquaient de passer sous le SMIC suite à son relèvement en mai.

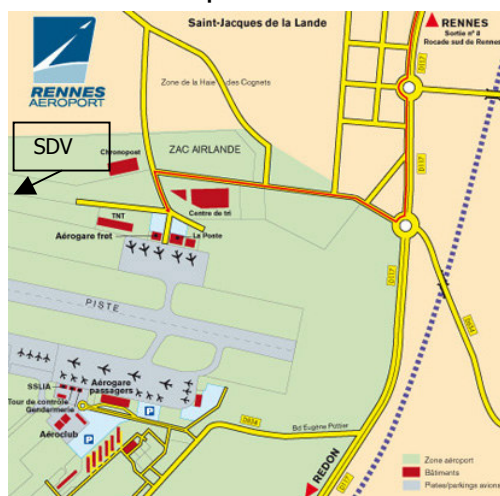
Le Roy Logistique (Vern-sur-Seiche) annonce la construction de 30 000 m² d'entrepôts aux Herbiers (Vendée) afin d'y doubler ses installations. Le groupe travaille sur plusieurs dossiers de rachats de PME, car il souhaite atteindre 100 millions € de CA en 2010 (contre 66 millions € en 2007). Le logisticien cherche à s'implanter au Havre pour intensifier son trafic conteneurs. Il annonce également une offre « Speed Le Roy », de transport urgent de colis et palettes entières au départ de la région rennaise pour une livraison à Paris, en Province ou à l'international.



UPS traite désormais 11,5 tonnes de fret par jour convoyés par Boeing 767 depuis Saint-Jacques-de-la-Lande. Présent depuis 1991 à Rennes, le groupe américain a décidé d'y implanter sa "UPS Academy", centre de formation pouvant accueillir 200 personnes. Unique en Europe, il pourrait servir de modèle pour les Pays Bas et la Belgique.

SDV logistique internationale (groupe Bolloré) a inauguré un nouveau bâtiment de 400 m² (500 000 €) à proximité de l'aéroport de Saint-Jacques-de-la-Lande. Actuellement 22 personnes y contrôlent l'acheminement de 10 000 conteneurs/an par voie maritime (Rennes-Montoir, Rennes-Le Havre) et de 500 tonnes/an par les airs pour le compte de clients bretons (Lactalis, Jean Floch, Armor Lux...).

Zone aéroportuaire de Rennes



Source : Rennes aéroport

SDV logistique internationale a choisi la proximité avec Chronopost, La Poste et TNT.

Anticipation de la libéralisation totale du courrier de 2011

La France doit transposer la Directive sur les services postaux d'ici le 31 décembre 2010. Elle met fin au monopole de La Poste pour les courriers de moins de 50 grammes mais permet le versement d'aides pour garantir le service universel.

L'opérateur français profite de ce délai pour moderniser ses installations. Il renforce son offre de fret ferroviaire à grande vitesse via une filiale commune avec la SNCF, cède ses activités aériennes Europe Airpost à Air Contractors et se dote de structures de tri performantes.

La Poste va notamment construire une plate-forme industrielle de traitement du courrier sur la ZAC Mivoie le Vallon à Noyal-Chatillon-sur-Seiche. Cet investissement de 48 millions €, comportera 11 machines triant 50 000 plis par heure pour les départements d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan et des Côtes d'Armor. Elle ouvrira d'ici 2011.

Les cartes judiciaire, militaire, hospitalière et universitaire en débat

La réforme de l'État s'affirme et concerne l'ensemble des services publics régaliens. L'armée, la justice, la santé, l'enseignement supérieur et la recherche et les services administratifs déconcentrés de l'État sont simultanément réformés.

La nouvelle **carte judiciaire** présentée en fin d'année 2007 fait l'objet d'un recours devant le Conseil d'État par la ville de Vitré notamment. Les élus dénoncent le refus de la concertation de la chancellerie, les critères choisis et la rupture de l'égalité des citoyens devant la justice.

Les **armées** feront également l'objet de lourdes restructurations. Les auditeurs de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) ont annoncé un recul de 50 000 postes d'ici à 2014 dans l'armée. En outre, les sites de la défense seraient redistribués. 1 085 emplois civils sont menacés dans le bassin d'après les syndicats. Les sites de Bruz (130 suppressions de postes), Rennes (- 200 postes au CTAC traitement des salaires), Saint-Jacques-de-la-Lande (réduction de 80 civils au Commissariat Armée de Terre) et Fougères (La lande d'Oué) seraient particulièrement touchés.

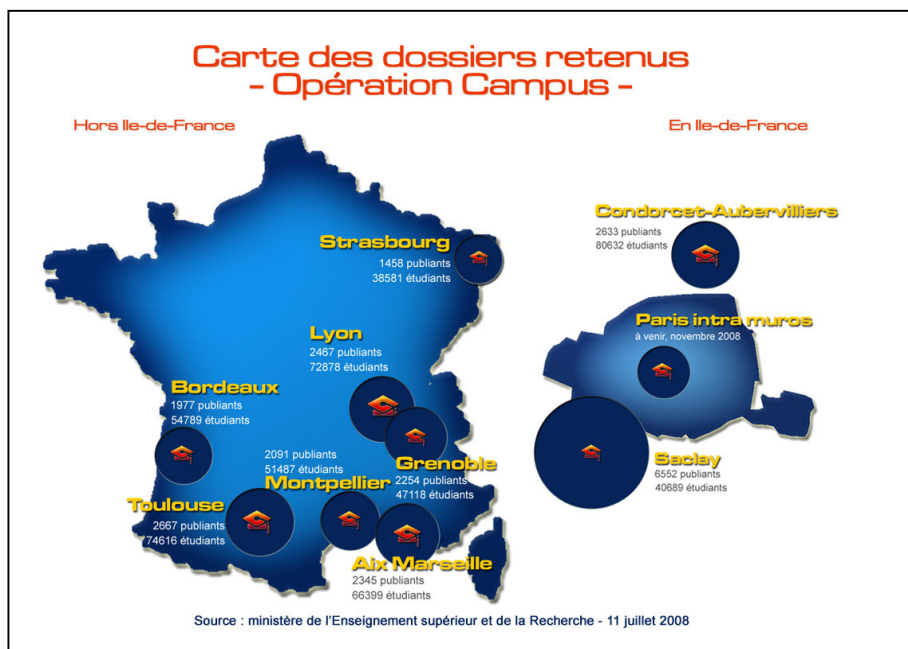
Les **hôpitaux** sont incités à une meilleure gestion et le rapport de l'Agence régionale de l'hospitalisation (ARH) réorganise fortement quelques structures (fermeture de la maternité et de la chirurgie classique à Carhaix au profit de la chirurgie ambulatoire programmée et de

la gériatrie). Le rapport Larcher transpose dans le secteur de la santé le principe de l'intercommunalité. Des Communautés hospitalières de territoire pourraient voir le jour, avec des compétences obligatoires (investissement, gestion des médecins, équipe de direction...) et optionnelles.

L'État envisage la révision de l'enseignement de la **marine marchande**. Les écoles de Saint-Malo et de Nantes sont menacées, au profit d'une concentration sur Marseille et Le Havre.

Enfin, les **universités** sont fortement incitées à l'autonomie. La loi Libertés et responsabilités des universités (LRU) prévoit pour les établissements qui le souhaitent la dévolution de leur patrimoine immobilier d'ici 5 ans. Le ministère de l'enseignement et de la recherche vise, en outre, à faire émerger une dizaine de sites universitaires, d'intérêt européen. Les investissements prévus dans le plan Campus seraient effectués en partenariat public-privé (PPP), l'État apportant 5 milliards d'euros via la cession d'une partie du capital d'EDF.

46 candidatures ont été déposées dont celle de l'Université européenne de Bretagne. 9 projets ont été retenus. La ministre de l'enseignement supérieur et la recherche, Valérie Pécresse, a déclaré soutenir à l'avenir les projets "prometteurs" (Lille, Nancy-Metz, Paris-Est, campus numérique de Bretagne, Nantes, Nice, Clermont-Ferrand) et "innovants" (Valenciennes, Le Havre, Cergy, Dijon).



Aucun projet de l'Ouest français n'a été retenu en dépit des candidatures de Caen, Nantes et de la Bretagne.

Cofiroute a proposé à l'État d'élargir le périmètre des **concessions autoroutières** notamment aux quatre voies bretonnes. Cette déclaration, qui a soulevé de nombreuses réactions dans les milieux politiques et économiques, relance le débat sur le financement des infrastructures routières.

La révision générale des politiques publiques touche également les **services déconcentrés de l'État**. Le contrôle de légalité des actes des collectivités sera ciblé sur des domaines prioritaires définis chaque année. Une diminution des actes transmissibles en préfecture est envisagée. L'État sera présent en Région via 5 Directions contre 13 actuellement.

Météo France Rennes a connu un mouvement de grève suite à l'annonce du ministère de tutelle (MEDAD) de réduction de 1 000 postes sur 3 600 en 10 ans et de la fermeture de centres météorologiques.

Méthodologie et sources

Le Club de prospective économique rennais réalise des exercices prospectifs sur les filières d'activités économiques du bassin d'emploi rennais. In fine, son objectif consiste à porter l'information sur la santé économique des entreprises locales et sur leurs perspectives de développement auprès des décideurs et responsables de l'aménagement territorial. Son ambition est de contribuer à faire converger au mieux la logique entrepreneuriale et celle de l'aménagement du territoire. Dans le cadre de cette mission, une veille économique est menée à l'AUDIAR.

Cette note livre une synthèse des faits marquants de l'actualité économique locale, enregistrés par la presse durant le premier semestre 2008. L'analyse ne prétend pas à l'exhaustivité ; elle ne porte ni sur le commerce, ni sur la construction et le bâtiment.

L'AUDIAR assure depuis une dizaine d'années une veille économique qui croise les statistiques de nombreux fichiers avec l'information sur la conjoncture vécue par les sociétés locales. Elle suit ainsi la vie d'un bon millier d'entreprises sur le département d'Ille-et-Vilaine.